

*Voici ci-dessous la suite de mon discours du 18 juin devant les auditeurs du Banquet Camelot du Roi organisé par le **Groupe d'Action Royaliste**. J'y évoque les limites de la démocratie telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, validant la terrible formule de*

Bernanos

qui n'y voyait, en somme, que «

la forme politique du capitalisme

». Ce n'est pas la démocratie que nous pouvons défendre, mais la faute n'en est-elle pas liée à la nature d'institutions qui favorise un « pays légal » conformiste et « intéressé » (mais pas dans le meilleur sens du terme), au détriment des « pays réels » de France ?

Écrit par Jean-Philippe
Mardi, 20 Juin 2017 10:53

Nous sommes en République, et non en Monarchie... Peut-être, après tout, M. Macron aurait-il été un bon ministre du roi, voire un « régent acceptable » selon la formule d'un collègue professeur qui sait ses classiques ! Mais la République, elle, par son principe électif même et son idéologie centralisatrice, et par ses véritables maîtres que sont les féodalités de l'Argent, empêche toute bonne politique sur le long terme et décrédibilise les meilleures intentions quand elle décourage les meilleures volontés.

Les élections qui s'apprêtent à bouleverser le « pays légal » avec la formation d'une « **Chambre bleu Macron**

», démontrent à l'envi que, selon la formule tirée du « Guépard », «

Il faut que tout change pour que rien ne change

». Si les têtes sont nouvelles, l'esprit reste souvent le même, et la République se confirme à travers ce nouveau « pays légal » qui ne représente pas exactement le, ou plutôt « les pays réels ». Les nombreuses enquêtes sur les candidats de « La République en marche » confirment que ceux-ci appartiennent plus aux catégories aisées qu'aux classes populaires... Le problème n'est pas qu'il y ait des « privilégiés » au Palais-Bourbon (il peut même être heureux qu'il y en ait, de chef d'entreprise à haut fonctionnaire) mais qu'ils soient

surreprésentés

quand

les catégories moins aisées en sont quasiment absentes

!

Ainsi va la démocratie représentative qui n'est rien d'autre, en somme, qu'une forme d'oligarchie plus ou moins discrète, et **cette démocratie-là, alibi du pouvoir des**

Écrit par Jean-Philippe
Mardi, 20 Juin 2017 10:53

«**puissances économiques d'abord** », est critiquable
, condamnable, parfois détestable à l'usage.

Soyons clairs quand les démocrates revendiqués ne le sont pas, bien prompts plutôt à tricher sur le sens des mots pour imposer leur domination sur tous, et en vanter la légitimité, « la seule acceptable » (sic !), bien sûr...

Redonnons leur sens aux mots et regardons leur pratique concrète : la démocratie, si l'on en croit l'étymologie grecque, c'est le pouvoir du peuple. Mais il faut aller plus loin : c'est le pouvoir du plus grand nombre au sein de ce peuple qui, lui-même, n'est souvent qu'une partie plus ou moins importante de la population de l'espace civique considéré.



Dans l'histoire, le mot et la chose apparaissent à Athènes, au cinquième siècle avant notre ère, et la démocratie se veut directe, les décisions les plus importantes et les plus politiques étant prises par la majorité des citoyens présents sur la colline de la Pnyx, à l'ecclesia. Cela finira mal, car **l'opinion la plus nombreuse et la plus courante n'est pas forcément la raison ni l'intérêt commun**. Athènes en fera l'amère et cruelle expérience, et perdra sa liberté par sa faute et son arrogance toutes démocratiques...

Aujourd'hui, la démocratie directe s'applique peu dans notre pays, car **la République lui préfère la démocratie représentative, ce que nous pourrions appeler la démocratie d'apparence**, forme à peine déguisée d'une oligarchie qui prend les traits de parlementaires, de ministres et de présidents forcément provisoires, mais aussi ceux d'une sorte de « classe discutante » destinée à « tenir l'opinion ». C'est ce qu'illustre magnifiquement le film «

Le Président

», dans lequel Jean Gabin, président du Conseil d'une République qui ressemble surtout, il est vrai, autant à la Quatrième qu'à la Troisième, s'en prend aux députés, même de gauche, dont les intérêts personnels se trouvent d'abord dans le domaine économique et financier, et qu'il dénonce cette sorte de «

démocratie de connivence

».



D'ailleurs, quand la République, désormais avec mauvaise grâce, se plie à l'exercice du référendum, elle n'en respecte pas forcément le résultat s'il ne lui convient pas, à elle ou à l'Union européenne, comme les électeurs français ont pu le constater avec colère et ressentiment après le vote de 2005...

De plus, cette colère des électeurs, de plus en plus vive mais mêlée souvent de fatalisme, se traduit par une abstention électorale importante (cette « **sécession du peuple** » qui rappelle celle des plébéiens romains de l'Antiquité), qui atteint désormais plus de la moitié de l'électorat, **les plus absents étant ceux des générations montantes et les classes populaires** : désaveu d'une démocratie parlementaire dans laquelle une grande partie du « pays réel » ne se reconnaît plus et ne retrouve pas ses propres préoccupations et aspirations. Désaveu terrible, gros de tempêtes futures...

"La Monarchie pour une vraie démocratie". Partie 2 : la démocratie sans la Monarchie, c'est l'oligarchie.

Écrit par Jean-Philippe
Mardi, 20 Juin 2017 10:53

(à suivre)

"La Monarchie pour une vraie démocratie". Partie 2 : la démocratie sans la Monarchie, c'est l'oligarchie.

Écrit par Jean-Philippe
Mardi, 20 Juin 2017 10:53
